

J'en reviens aux termes: «à huis clos». Tout d'abord, je tiens à mentionner certains articles de journaux et certaines citations. Je ne les ai pas tous, mais je désire signaler qu'il me semble exister certains illogismes en ce qui concerne la signification réelle des mots «à huis clos» et la façon dont certaines personnes les ont apparemment interprétés.

Tout d'abord, je désire signaler une photo de l'honorable député de Leeds, publiée dans un journal du 23 septembre 1964. Vous remarquerez, monsieur l'Orateur, que le comité se réunissait depuis le 15 septembre. Cette photographie, parue le 23 septembre dans la *Voix de l'Est*, de Granby, représente l'honorable député de Leeds tenant ce que l'on avait cru à ce moment, et ce que le gouvernement avait prétendu être son drapeau. C'était le drapeau à trois fleurs d'érable, orné d'une bande bleue à chaque extrémité. J'ignore quand cette photographie a été prise, mais elle a été imprimée dans ce journal le 23 septembre 1964.

Je passe maintenant à un article paru dans la *Gazette* de Montréal du 5 octobre 1964 et intitulé «Judy déplore les dures paroles à l'endroit du drapeau proposé». Cet article, daté de Gander, à Terre-Neuve, est ainsi conçu:

M¹¹⁰ Judy LaMarsh, ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, a déclaré samedi que le projet de drapeau étudié par un comité à Ottawa «ne survivra sans doute pas aux paroles révoltantes prononcées à son sujet».

Je me demande, monsieur l'Orateur, si c'est là un indice que les députés ministériels avaient l'intention de rejeter le trifolié pour appuyer le drapeau décrit dans le rapport et qu'ils en ont effectivement reçu l'ordre. Je signale qu'au cours de la première entrevue du président du comité avec les journalistes—il s'agissait peut-être de son premier communiqué à la presse après la première réunion du comité—il a donné à entendre, sauf erreur, qu'il serait préférable de ne pas exercer de pressions sur les membres du comité pour leur faire dire ce qui se passait à huis clos. Règle générale, j'estime que les journalistes se sont pliés à cette demande, du moins jusqu'à un certain point.

A ce moment-là, j'ai commencé à me demander comment il se faisait que ces nouvelles au sujet de ce qui se passait au comité étaient divulguées. J'ai sous les yeux un exemplaire du numéro du 19 octobre du *Daily Star* de Toronto et je voudrais me reporter à un article de M. William MacEachen qui déclare ce qui suit:

En fait, on doute que le comité soit en mesure de présenter un rapport unanime ou non d'ici la date limite fixée au 29 octobre d'après les attributions du comité.

Les députés conservateurs réclament une prolongation, mais les députés libéraux s'y opposent.

Monsieur l'Orateur, j'aimerais revenir sur les toutes premières réunions du comité et déclarer catégoriquement que bien des membres ont alors exprimé l'avis que si, vers la fin, une solution semblait possible, nous pourrions demander que notre délai de six semaines soit prolongé. Telle a été notre intention, de la première à la dernière réunion. Et, je le répète, les conservateurs n'ont pas été les seuls à se dire de cet avis dès le début de nos séances.

Voici un autre extrait de l'article:

Selon un membre du comité les conservateurs n'ont pas dévié d'un pouce de la position adoptée par le chef de l'opposition M. John Diefenbaker quand il a pris la parole sur la question du drapeau aux Communes en 1945.

J'aimerais savoir de quel membre de notre comité il s'agit, car cet article dit clairement: «Selon un membre du comité». Je vous assure qu'il ne s'agit pas d'un membre de notre parti, car nos membres ont eu assez de jugement pour savoir ce que signifient les mots «à huis clos». Apparemment d'autres ne le savent pas.

L'autre article que je veux citer est un article paru dans l'*Examiner* de Peterborough le 19 octobre, sous le titre: «On dévoile une question hautement confidentielle—Des étudiants obtiennent des renseignements secrets sur le drapeau». Je vais lire un extrait de cet article très intéressant:

Les réunions du comité de la Chambre des communes sur le drapeau sont «hautement confidentielles» et l'entrée de la salle du comité est rigoureusement interdite aux gens de l'extérieur.

Mais vendredi un groupe d'élèves de l'école secondaire de Crestwood a franchi les portes et réuni une masse impressionnante de faits secrets jusque là.

Ces élèves ont été les premiers à pénétrer dans la salle.

Ils ont appris que le modèle original de M. Pearson allait peut-être être rejeté et ils ont vu un modèle qui pourrait être le futur drapeau de notre pays. On leur a dit que le Canada se trouvait dans une situation identique à celle des États-Unis plus d'un siècle avant leur guerre civile, et que les Canadiens étaient à la veille d'un conflit analogue.

Les 37 élèves de 10^e année se sont rendus à Ottawa en compagnie de M. Stuart Howard, directeur de la section d'histoire.

Ce sont MM. Richard Honey (député de Durham) et Fred Stenson (député de Peterborough) qui avaient organisé cette visite au comité du drapeau.

J'apprends que M. Stenson n'a rien eu à voir à l'organisation de cette visite au comité du drapeau. L'article se poursuit ainsi:

M. John Matheson (député de Leeds), membre du comité et conseiller personnel du premier ministre Pearson sur la question du drapeau, a accueilli les étudiants et leur a parlé du problème.